

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE - Site de Production

1041, chemin de la Digue du Rhône
07300 Tournon-Sur-Rhône

Références : 20250723-RAP-DAEN0869
Code AIOT : 0006102443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE - Site de Production implanté 1041, chemin de la Digue du Rhône 07300 Tournon-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale sur la prise en compte du risque inondation. La même inspection a été réalisée conjointement sur les deux sites FCA : site de production et entrepôt. Le présent rapport porte uniquement sur le site de production.

Il est à noter que les suites des précédentes inspections n'ont pas été traitées lors de la présente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE - Site de Production
- 1041, chemin de la Digue du Rhône 07300 Tournon-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006102443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement FCA appartient au groupe FAREVA (le groupe comporte 41 sites dans 13 pays). Il est spécialisé dans la formulation et le conditionnement, en flacons (85 %) et en aérosols (15 %), de produits industriels, ménagers et de parapharmacie. Le site produit environ 40 millions d'unité par an pour environ 3000 références.

Sur la commune de Tournon-sur-Rhône, la société FCA exploite :

- une usine de production avec un effectif d'environ 325 personnes ;
- un entrepôt de stockage des produits issus de l'usine avec un effectif de moins de 10 salariés.

L'inspection a porté uniquement sur le site de production.

Thèmes de l'inspection :

Risque inondation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
2	Caractérisation et suivi de l'aléa inondation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Prochaine mise à jour EDD
5	Prescriptions applicables	Arrêté Préfectoral du 01/01/2025	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Prochaine mise à jour EDD

⁽¹⁾ Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant ». Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation du site et références réglementaires	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47	Sans objet
3	Caractérisation et suivi de l'aléa inondation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47	Sans objet
4	Retour d'expérience	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6	Sans objet
6	Vulnérabilité des installations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2	Sans objet
7	Gestion de crise	Autre du 26/05/2014, article Annexe I.5	Sans objet
8	Redémarrage des	Autre du 26/05/2014, article Article 7,2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	installations		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est globalement organisé pour la gestion des situations d'urgence. En cas d'inondation, l'exploitant a mis en place une organisation permettant un arrêt d'exploitation et une mise en sécurité rapide du site.

L'exploitant devra justifier, lors de la prochaine mise à jour de son EDD (à l'occasion d'une modification substantielle de l'installation par exemple), la cote retenue pour la crue de référence dans son EDD par rapport au PPRI et le fait que le positionnement de certaines installations par rapport à la crue de référence ne modifie pas l'analyse du risque inondation faite dans son EDD. Il devra ainsi mettre à jour cette analyse dans son EDD, le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation du site et références réglementaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47
Thème(s) : Actions régionales, Références réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette partie du rapport fait le point sur les références réglementaires et les prescriptions techniques existantes vis-à-vis du risque inondation sur le site.</p> <p><u>Documents de référence :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – arrêté préfectoral N°2005-258-6 du 15/09/2005 (modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux) – étude de dangers de juillet 2011 complétée en avril 2014 (+ arrêté préfectoral complémentaire n° 2015056-0008 du 25/02/2015 portant des prescriptions complémentaires après clôture de l'instruction de l'étude de dangers). – PPRI de la commune de TOURNON-SUR-RHÔNE : Règlement Approbation de Janvier 2012 ; Zonage réglementaire : version du 16/02/2015 ; source DDT de l'Ardèche – PSS (Plan des Surfaces Submersibles) du Rhône (décret du 27 août 1981) <p><u>Quelles sont les prescriptions techniques qui s'appliquent à l'exploitant ?</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – Prescriptions issues de l'Arrêté préfectoral : Aucun des arrêtés préfectoraux réglementant le site ne contient de prescription spécifique au risque inondation – Prescriptions issues du PPRI : Le site était déjà existant avant l'approbation du PPRI de 2012 : dans ce cas, le PPRI donne seulement des recommandations (et non des prescriptions). Quelques recommandations sont

étudiées dans la fiche de constat n°5.

– Prescriptions issues de l'EDD :

Quelques engagements spécifiques au risque inondation sont étudiées dans la fiche de constat n°5.

Il est à noter que l'EDD du site a été finalisée avant l'approbation du zonage réglementaire du PPRI, donc les « conséquences » du PPRI ne sont pas intégrées dans l'EDD en vigueur.

– Autre (PPI, POI...). Le site FCA Production n'est pas concerné par un Plan Particulier d'Intervention (PPI). Le POI ne contient pas de prescriptions spécifiques inondation.

– Prescriptions issues du PSS (Plan des Surfaces Submersibles) du Rhône : Pas de prescriptions, concernant les installations, contrôlables directement dans le cadre de la présente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractérisation et suivi de l'aléa inondation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2

Thème(s) : Actions régionales, Caractérisation de l'aléa inondation

Prescription contrôlée :

Article 7. 2 Analyse de risques

L'analyse de risques, au sens de l'article L.181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...]

Constats :

Cette partie du rapport fait le point sur l'identification par l'exploitant : du type de risque inondation sur le site, de la caractérisation de l'aléa inondation impactant le site.

Concernant le type de risque inondation sur le site :

L'EDD 2014 du site indique que « *Le risque lié aux inondations est celui de dégradation d'installations par des objets charriés* ».

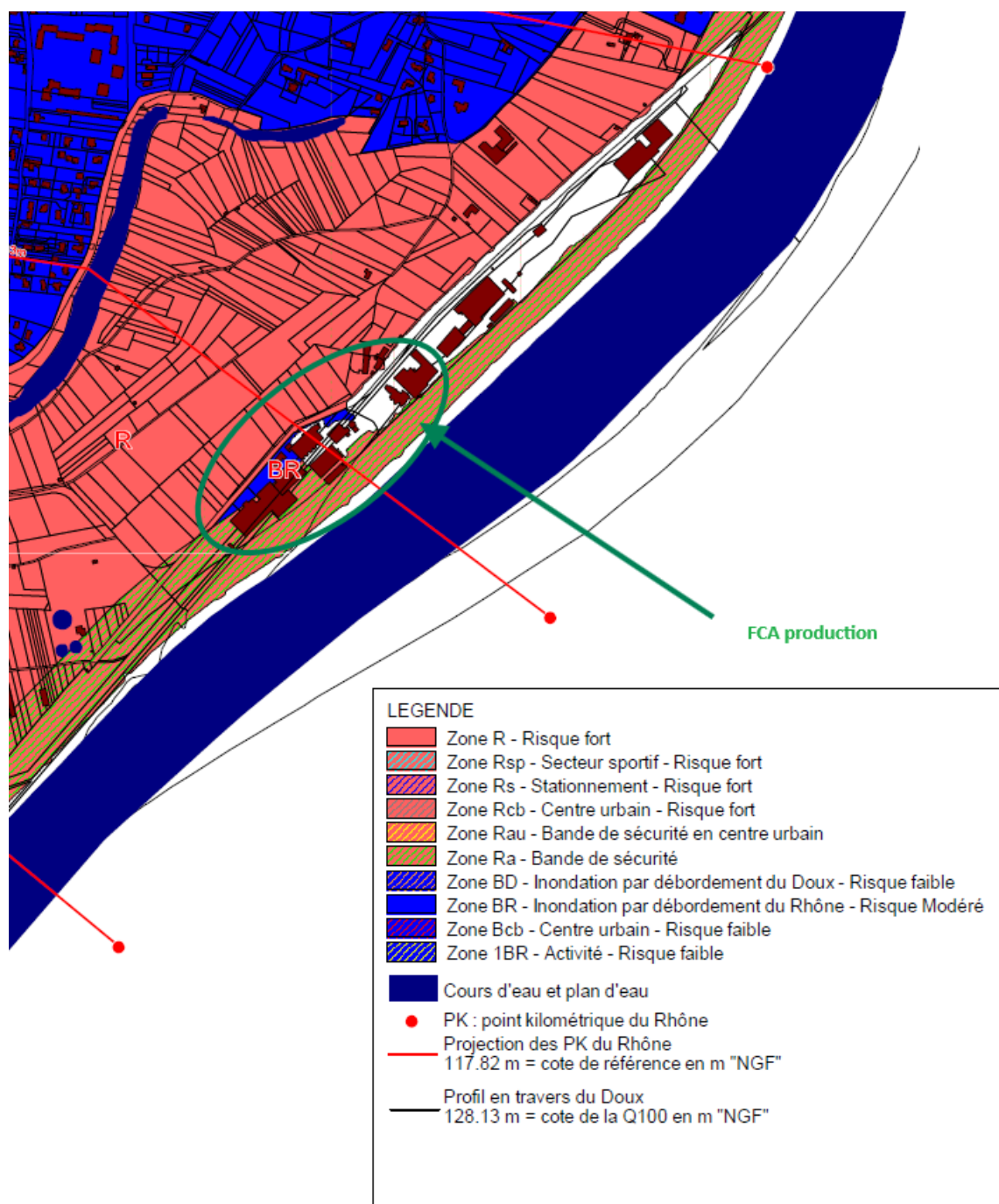
L'exploitant ne s'est pas positionné vis-à-vis du risque de remontées de nappes (mais pas d'information spécifique sur ce risque dans le PPRI).

– Informations issues du PPRI :

Le site est situé partiellement dans les zones Ra (bande de sécurité – zone fortement exposée) et BR (Inondations par débordement du Rhône – risque modéré) (cf. extrait du zonage réglementaire PPRI, version du 16/02/2015 ci-dessous).

– Zone Ra : Il s'agit d'une zone située à proximité immédiate des digues communales le long du Rhône ou de la digue sous concession de la Compagnie Nationale du Rhône. Outre le risque d'inondation, elle est soumise à un sur-aléa lié au risque de rupture des digues. Elle s'étend sur une largeur de 100 m comptée à partir du pied de la digue coté opposé au fleuve. C'est une zone de contrainte forte sur les constructions et les aménagements nouveaux.

– Zone BR : Il s'agit d'une zone qui correspond aux secteurs inondables du Rhône situés à l'intérieur des secteurs actuellement urbanisés et protégés par la digue communale à l'aval du centre-ville (digue du Lycée et de Chapotte) et la digue CNR.



Version du 16/2/2015

– Informations issues du PSS (Plan des Surfaces Submersibles) du Rhône :

Le site FCA est situé en zone C dite de sécurité selon le PSS (Plan des Surfaces Submersibles) du Rhône.

Concernant la caractérisation de l'aléa inondation impactant le site :

L'EDD 2014 du site cite les éléments suivant :

« Sur le site de FCA Production, les bâtiments sont implantés sur une plateforme dépassant de plus de 2 mètres le niveau de la plaine, correspondant aux niveaux définis dans le Plan d'Occupation des Sols en fonction des études hydrauliques de crue centennale et des événements historiques (crue

<p>maximale du Rhône de 1856, crue maximal du Doux de 1787 et crue concomitante du Rhône et du Doux de 1841). »</p> <p>« La cote retenue pour la crue du Rhône est de 118,20 NGF. »</p> <p>Le PPRI indique les éléments suivants :</p> <p>« Crue historique de 1856 »</p> <p>« Tant pour le Rhône que pour les autres cours d'eau, les études réalisées pour la qualification des aléas, ont permis de calculer des cotes de la ligne d'eau qui servent de référence. Ces différentes cotes figurent sur les plans de zonage réglementaire. »</p> <p>Les PK indiqués sur le plan de zonage réglementaire sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – PK 94 (en amont du site : amont de l'entrepôt FCA au nord) : 118,84 m NGF ; – PK 95 (au niveau du site) : 118,33 m NGF ; – PK 96 (en aval du site) : 117,82 m NGF. <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier, lors de la prochaine mise à jour de son EDD (à l'occasion d'une modification substantielle de l'installation par exemple), la cote retenue pour la crue de référence dans son EDD par rapport au PPRI.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
--

N° 3 : Caractérisation et suivi de l'aléa inondation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 47
Thème(s) : Actions régionales, Surveillance de l'aléa inondation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>[L'exploitant] met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette partie du rapport porte sur le suivi par l'exploitant de l'évolution d'un aléa inondation.</p> <p>L'exploitant déclare utiliser les canaux d'information suivants pour suivre l'évolution de l'aléa inondation : médias (radio). Il explique qu'il a déjà également utilisé une information transmise par la préfecture (ce cas de figure s'étant présenté une seule fois) : cas de l'alerte « inondation » transmise par la préfecture par SMS sur l'ensemble des téléphones mobiles présents sur la zone, le 17/10/2024.</p> <p>Par ailleurs, la présence de personnel sur site permettrait une détection visuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> – En heures de production : permanence sécurité du site + personnel présent, – En dehors des heures de production : ronde de surveillance sur le site et gardiennage assurés. <p>L'exploitant ne tient pas de registre ou de main courante de cette évolution de l'aléa inondation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Retour d'expérience

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6
Thème(s) : Actions régionales, Retour d'expérience
Prescription contrôlée :

Annexe I 6. Surveillance des performances

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité.

Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

Constats :

Cette partie du rapport porte sur les événements d'inondation éventuels déjà recensés sur le site et sur le retour d'expérience que l'exploitant en a tiré.

L'exploitant déclare qu'un événement a eu lieu sur le site le 23 octobre 2013 et donne les détails ci-dessous :

- Événement dû à de fortes pluies (et non à une remontée du Rhône ou à une remontée de nappe).

- Accumulation d'eau sur le parking devant le bâtiment F (Bureaux du Groupe FAREVA) ainsi qu'au niveau de la voirie entre le « stockage de solvants sud » et les « réservoirs de stockages enterrés sud ».

- Analyse des causes par l'exploitant : accumulation d'eau sur le parking devant le bâtiment F, due à des canalisations d'eaux pluviales obstruées (non nettoyées) ; accumulation d'eau sur la voirie entre le « stockage de solvants sud » et les « réservoirs de stockages enterrés sud », due à une saturation des séparateurs hydrocarbures.

- Actions mises en œuvre durant la crise :

Intervention des ESI (équipers de seconde intervention, personnel interne au site) : barrages des portes des bâtiments de bureaux avec des sacs de sable ; pompage de l'eau avec le fourgon Pompe Tonne disponible sur site (mais pompe non dédiée à ce type d'intervention).

- Retour d'expérience : L'exploitant a tiré le retour d'expérience de cet événement en analysant les causes et en mettant en place des actions correctives (dont notamment : achat d'une pompe spécifique sur le Fourgon Pompe Tonne pour pouvoir pomper de l'eau dans ce type de cas (100 m³/h), mise en place d'un curage régulier des canalisations d'eaux pluviales et d'une surveillance des avaloirs).

- Pas de conséquences directes (incendie, explosion, nuage toxique) et/ou indirectes (rejets, pollution) et pas d'impact sur les intérêts du L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'autre événement « inondation » depuis la création du site industriel (1988) (selon 2 personnes présentes sur le site depuis une vingtaine d'années).

Par ailleurs, lors de l'alerte « inondation » transmise par la préfecture le 17/10/2024, l'exploitant indique qu'il avait procédé à l'envoi d'une consigne à l'ensemble des responsables de secteurs de production demandant de mettre à l'abri et de remonter en hauteur dans les bâtiments l'ensemble des matières premières, produits finis, matériels, etc. (consigne passée par mail le 17/10/2024 vers 11 h, vue en inspection).

N° 5 : Prescriptions applicables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2025

Thème(s) : Actions régionales, Prescriptions applicables (à préciser suivant le point de contrôle 1)

Prescription contrôlée :

Respect des prescriptions listées dans la fiche de constat n°1 du présent rapport et rappelées ci-dessous :

Extrait règlement PPRI (recommandations seulement, sélectionnées par pertinence pour le présent contrôle) :

« Article 1 : dispositions générales : Les constructions enterrées ou semi-enterrées sont interdites. »

Extrait EDD 2014 :

« Sur le site de FCA Production, les bâtiments sont implantés sur une plateforme dépassant de plus de 2 mètres le niveau de la plaine, correspondant aux niveaux définis dans le Plan d'Occupation des Sols en fonction des études hydrauliques de crue centennale et des événements historiques (crue maximale du Rhône de 1856, crue maximal du Doux de 1787 et crue concomitante du Rhône et du Doux de 1841).

La cote retenue pour la crue du Rhône est de 118,20 NGF. La côte la plus basse des terrains occupés par FCA est de 119 NGF.

De plus, les stockages des gaz inflammables liquéfiés et liquides inflammables sont protégés d'éventuels heurts d'objets charriés par des grillages et sont situés en hauteur (cuves sur pilotis en béton). »

Constats :

Vis-à-vis de l'article 1 du PPRI :

Des réservoirs enterrés de stockage de solvants hydrocarbonés sont présents sur le site :

- stockage nord : 4 réservoirs de 40 m³,
- stockage sud : 2 réservoirs de 30 m³.

Néanmoins, la présence de ces réservoirs enterrés est bien décrite dans l'EDD. Cette dernière indique que « ces réservoirs enterrés sont à double enveloppes et sont équipés d'évents pare-flamme, de limiteurs de remplissage (uniquement sur les réservoirs enterrés du stockage Sud) et vanne automatique. ».

Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant déclare que ces réservoirs sont lestés, qu'ils sont munis de clapets anti-retour, que les canalisations d'alimentation sont positionnées un peu en hauteur par rapport au sol (environ 40 à 50 cm) et que ces canalisations sont bouchées après dépotage.

Vis-à-vis de l'EDD :

Le site de FCA Production est en effet implanté sur une plateforme dépassant le niveau de la plaine. Il a été constaté en inspection que les stockages des gaz inflammables liquéfiés et liquides inflammables sont en effet protégés d'éventuels heurts d'objets charriés par des grillages et sont situés en hauteur (cuves sur pilotis en béton).

L'EDD indique que la cote la plus basse des terrains occupés par FCA est de 119 NGF. Néanmoins, l'exploitant a présenté un plan topographique du site sur lequel il a été constaté que certains points des terrains occupés par FCA sont en dessous de la cote 119 NGF. Les installations

regardées en détail sur le plan topographique fourni lors de la présente inspection sont les suivantes (contrôle non exhaustif) : – Stockage solvants, zone nord (réservoirs enterrés) : point bas situé à 118,87 NGF (mais a priori tout de même au-dessus de la cote de la crue de référence) – Stockage gaz (réservoirs aériens) : point bas situé à 117,20 NGF (mais présence de murets d'environ 1 m à 1,10 m : cuvette de rétention + cuves sur pilotis d'environ 30 cm)- Stockage solvants, zone sud (réservoirs aériens) : point bas situé à 117,38 NGF (mais présence de murets d'environ 1 m à 1,10 m : cuvette de rétention + cuves sur pilotis d'environ 30 cm) – Stockage solvants, zone sud (réservoirs enterrés) : point bas situé à 116,74 NGF sur le côté est et 117,19 NGF sur le côté ouest (mais réservoirs lestés, clapets anti-retour, canalisations d'alimentation situées un peu en hauteur par rapport au sol (environ 40 à 50 cm) et canalisations bouchées après dépotage comme indiqué ci-dessus).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier, lors de la prochaine mise à jour de son EDD (à l'occasion d'une modification substantielle de l'installation par exemple), que le positionnement de ces installations par rapport à la crue de référence ne modifie pas l'analyse du risque inondation faite dans son EDD. Il devra ainsi mettre à jour cette analyse dans son EDD, le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 6 : Vulnérabilité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2
Thème(s) : Actions régionales, Vulnérabilité des installations
Prescription contrôlée : Article 7.2. Analyse de risques. L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. [...]
Constats : L'exploitant cite le risque inondation dans son EDD dans son analyse des dangers liés à l'environnement du site (paragraphe 8.2.2). Il indique les mesures de sécurité prévues sur le site (détaillées par ailleurs dans le présent rapport). Il conclut ensuite « <i>l'inondation n'est donc pas retenue comme événement initiateur à un accident majeur.</i> ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion de crise

Référence réglementaire : Autre du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions régionales, Gestion de crise
Prescription contrôlée : Annexe I.5. Gestion des situations d'urgence [...] des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats :

Cette partie du rapport porte sur la formalisation de la gestion de crise et les actions de mise en sécurité à mettre en œuvre.

Sur ce point, l'exploitant indique qu'il n'a pas de procédure de gestion de crise spécifique au risque inondation. Néanmoins, la gestion de crise sur le site est formalisée dans le POI.

En cas d'inondation, l'exploitant déclare que les actions qui seraient menées seraient principalement un arrêt complet du site avec une mise en repli des installations (arrêt d'urgence « général » au TGBT pour tout le site et/ou boutons d'arrêt d'urgence sur chaque « secteur » de production) et une évacuation du personnel. En cas d'arrêt d'urgence, les installations sont arrêtées automatiquement (arrêt des pompes, fermeture des vannes pneumatiques...). L'exploitant déclare que la durée d'évacuation du personnel est mesurée à environ 5 à 6 minutes lors des exercices d'évacuation (non vérifié lors de cette inspection). L'exploitant indique qu'une consigne serait également donnée afin de mettre à l'abri et de remonter en hauteur dans les bâtiments l'ensemble des matières premières, produits finis, matériels, etc. (comme lors de l'alerte inondation du 17/10/2024, décrit par ailleurs dans le présent rapport).

L'exploitant présente par ailleurs son POI avec l'organisation mise en place pour la gestion de crise :

- schémas d'alerte en période de production et en période hors production + annuaires,
- recensement des moyens internes et externes (protection et intervention),
- informations sur les zones à risques sur le site,
- organigramme et fiches réflexe par « acteurs »,
- « fiches d'intervention secteur » permettant de fournir les renseignements importants pour la sécurité du secteur concerné par le sinistre (mise en sécurité, produits présents...), etc.

Une « permanence sécurité » est organisée sur site en heures ouvrées. En dehors des heures ouvrées, un dispositif d'astreinte (24 h/24, 7 j/7) est en place. Le site dispose également d'une équipe de seconde intervention (ESI) formée pour mettre en sécurité les installations impactées par un sinistre et mettre en place les moyens de lutte contre les incendies et les pollutions (en attendant ou en parallèle des pompiers). L'installation sprinkler est surveillée via une télésurveillance qui prévient le personnel d'astreinte. Tout défaut technique ou présomption feu est transmis immédiatement à la télésurveillance. En outre, un système d'anti-intrusion est en place sur le site. L'exploitant rappelle également que l'état des stocks sur le site est accessible à distance par des réseaux informatiques distants.

Concernant les accès au site, le site dispose de 5 accès situés le long du chemin des Îles Feray (à l'ouest) et de 2 accès de secours (à l'est) le long du canal du Rhône (par le Nord et par le Sud du site) pour permettre l'accès des services de secours.

Enfin, sur la question de la perte d'utilités, l'exploitant a analysé les situations dangereuses en cas de pertes d'utilités dans son EDD. L'EDD indique que « *de manière générale, toute perte d'alimentation entraîne une mise en sécurité des installations et équipements (sécurité positive)* ».

<p>En inspection, l'exploitant déclare également les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Une alimentation de secours est assurée par des batteries (centrale d'incendie, détection gaz, sprinkler) et le site dispose d'une autonomie de 12 h (informations non vérifiées spécifiquement lors de cette inspection). – Après 12 h, mise en place de moyens humains pour assurer une surveillance du site jusqu'au retour à une situation normale. – Pour le sprinkler, des réserves de diesel sont présentes pour les moto-pompes et les démarreurs sont sur batteries. – Il n'y a pas de risque d'emballement de réactions sur les installations (pas d'emballement thermique...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Redémarrage des installations

Référence réglementaire : Autre du 26/05/2014, article Article 7,2
Thème(s) : Actions régionales, Redémarrage des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Analyse de risques.</p> <p>L'analyse de risques [...] décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...]</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette partie du rapport porte sur la phase de redémarrage des installations après une situation d'urgence.</p> <p>En cas de redémarrage de l'activité après une situation d'urgence, l'exploitant n'a pas de procédure spécifique de contrôle des MMR spécifiquement avant redémarrage. Néanmoins, l'exploitant indique que les installations seraient redémarrées comme après tout arrêt « classique » des installations (après chaque week-end...) : contrôles visuels dans chaque secteur de production, vérification de l'absence d'alarme avant démarrage des installations, etc.</p> <p>L'exploitant explique que certains systèmes de sécurité sont « auto-surveillés » et qu'il y aurait des alarmes en cas de « défaut » sur ces systèmes (exemple : alarme si les détecteurs gaz sont « mouillés », alarme si des buses de la protection incendie ne sont pas alimentées...). Il rappelle enfin que les MMR sont « classiquement » contrôlées périodiquement et maintenues en état de fonctionnement (organisation en « fonctionnement normal »).</p>
Type de suites proposées : Sans suite